



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 juillet 2010
Français
Original : anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)

Lettre datée du 31 janvier 2008, adressée au Président du Comité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport du Canada au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) sur sa mise en œuvre à ce jour (voir annexe).

Le Canada reste foncièrement attaché aux efforts internationaux visant à empêcher la prolifération des armes de destruction massive, notamment pour ce qui est des acteurs non étatiques, et, à ce titre, est entièrement acquis à la mise en œuvre effective et diligente de la résolution 1540 (2004).

Vous voudrez bien trouver ci-joint le rapport du Canada qui traite sous forme narrative les trois points indiqués par votre prédécesseur dans sa lettre du 17 octobre 2007. Vous voudrez bien trouver également un rectificatif technique contenant des observations détaillées sur certaines mentions figurant dans la matrice établie par le Comité sur la mise en œuvre de la résolution par le Canada. Nous vous saurions gré de bien vouloir publier le troisième rapport et le rectificatif technique sur le site Web du Comité afin que le public y ait accès. Le Canada vous sera par ailleurs obligé de publier sur le site Web du Comité la matrice mise à jour.

Veuillez noter que le point de contact canadien pour les questions liées à la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) est Michael Blackmore, du Ministère des affaires étrangères et du commerce international, qui peut être atteint par téléphone au 1 613 944 5389 ou par courriel à l'adresse Michael.Blackmore@international.gc.ca. J'invite le Comité à afficher sur son site Web les coordonnées de M. Blackmore afin que les demandes de renseignements éventuelles puissent lui être adressées.

Le Canada reconnaît le rôle important joué par le Comité en ce qui concerne la coordination des rapports nationaux et la facilitation de l'aide fournie par les donateurs et se félicite du travail constructif mené pour promouvoir la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004).



Pour tout renseignement complémentaire ou éclaircissement concernant les questions traitées dans les annexes, n'hésitez pas à vous mettre en rapport avec moi ou avec M. Blackmore. Nous nous réjouissons de notre collaboration future avec le Comité et lui souhaitons un plein succès dans l'élaboration de son prochain rapport au Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Henri-Paul **Normandin**

**Annexe à la lettre datée du 31 janvier 2008 adressée
au Président du Comité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Canada
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Troisième rapport du Canada au Comité créé
par la résolution 1540 (2004)**

Le Canada remercie le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) de sa lettre du 17 octobre 2007 et de la matrice qui l'accompagnait et a l'honneur de lui présenter son troisième rapport sur la mise en œuvre de la résolution.

Ce rapport comporte quatre sections. La section A porte sur les cases vides de la matrice ou celles marquées d'un point d'interrogation. Elle contient des renseignements complémentaires sur les procédures d'application et cadres juridiques pertinents pour la résolution 1540 (2004). La section B indique les mesures canadiennes relatives à la mise en œuvre de la résolution qui n'étaient pas mentionnées dans les deux rapports précédents. La section C décrit les mesures que le Canada entend prendre à l'avenir dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution. Enfin, la section D couvre l'assistance fournie par le Canada à d'autres États en vue de l'application de la résolution.

Le Canada tient à saisir cette occasion pour exprimer sa préoccupation devant les omissions relevées dans la matrice le concernant, que le Comité a fournie et dont le contenu a été tiré de ses premier et deuxième rapports. Les dispositions pertinentes du Code criminel étaient indiquées de manière assez détaillée dans ces deux rapports. Certains renseignements, concernant en particulier les armes nucléaires et notamment la réglementation de base sur les contrôles à l'importation et à l'exportation, ne semblent pas avoir été inclus dans la matrice la plus récente. Par exemple, dans toute la section relative aux alinéas a) et b) du paragraphe 3 du dispositif de la résolution, concernant la comptabilisation, la sécurité et la protection physique des armes nucléaires et matières connexes (p. 13 à 15 de la matrice), il aurait fallu mentionner davantage la réglementation sur la sécurité nucléaire; le Canada a fourni ces renseignements dans ses premier et deuxième rapports (p. 10 et p. 5 et 11 à 13, respectivement). Il attire l'attention du Comité sur le rectificatif technique (voir pièce jointe) accompagnant le présent rapport, lequel contient des indications détaillées pour corriger ces omissions.

Section A : combler les lacunes de la matrice

Paragraphe 2 du dispositif – Armes biologiques

Le Code criminel est un élément essentiel du cadre juridique canadien et doit par conséquent être mentionné dans la colonne relative au Cadre juridique national à la page 3 de la matrice, comme il l'est dans la colonne Application. La loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines (2004) fait également partie du cadre juridique canadien : elle a reçu la sanction royale en 2004. Bien qu'il n'y ait pas encore de règlement d'application, de nombreux aspects de cette loi sont appliqués du fait des dispositions existantes du Code criminel.

Il convient de citer ici aussi certains autres textes juridiques. L'acquisition d'un agent pathogène relève au Canada de la loi sur la santé des animaux, de la loi sur la protection des végétaux et du Règlement sur l'importation des agents anthropopathogènes. La possession d'un agent pathogène relève de la loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines et l'application de celle-ci se fait par le truchement du Code criminel. Il en va de même pour le stockage, l'entreposage et la mise au point d'un agent pathogène. Le cadre juridique pour le transport d'agents pathogènes est la loi sur le transport des marchandises dangereuses (1992). Pour le transfert d'agents pathogènes, les cadres juridiques pertinents sont la loi sur le transport des marchandises dangereuses, la loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, le Règlement sur l'importation d'agents anthropopathogènes, la loi sur la protection des végétaux et la loi sur la santé des animaux.

La loi sur le transport des marchandises dangereuses (1992) définit les normes de sécurité, les procédures et les normes relatives au transport des marchandises dangereuses. Elle contient des prescriptions concernant les rapports à établir en cas de rejets accidentels de produits dangereux et des dispositions relatives aux interventions d'urgence et définit les peines applicables en cas d'infractions.

La loi du Ministère de la santé (1996) définit les attributions du Ministre, lesquelles s'étendent à toutes les questions relevant du Parlement relatives à la promotion et à la préservation de la santé des Canadiens, y compris la protection du peuple canadien contre les risques sanitaires et la propagation des maladies et les enquêtes et recherches en matière de santé publique, et notamment la surveillance des maladies.

En 1994, Santé Canada a mis en place une réglementation pour contrôler l'importation d'agents anthropopathogènes et assurer leur manipulation et confinement adéquats en laboratoire. Les permis d'importation sont délivrés par la Division de la biosécurité du Bureau de la sécurité des laboratoires après évaluation appropriée et agrément des installations.

En 1990, le Canada a établi le Comité d'examen du Programme de défense biologique et chimique qui a pour mandat d'examiner annuellement les activités de recherche, développement et formation en matière de défense biologique et chimique menées par le Ministère de la défense nationale pour assurer que ces activités sont de caractère défensif et menées de manière professionnelle sans mettre en danger la sécurité publique ou l'environnement.

En tant que membre du Groupe de l'Australie, le Canada a inclus dans sa liste de contrôles à l'exportation (Groupe 7) les agents biologiques, les agents pathogènes biologiques et les équipements d'essai, d'inspection et de production biologique convenus par cette instance de contrôle des exportations.

Paragraphe 2 du dispositif – Armes chimiques

En 1995, le Gouvernement canadien a promulgué la loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques, qui interdit à toute personne ou entité de fabriquer, produire, acquérir, posséder, stocker, mettre au point et utiliser, directement ou indirectement, des armes chimiques. Les articles de cette loi pertinents pour l'application de la résolution 1540 (2004) sont indiqués aux pages 13 et 14 du deuxième rapport du Canada au Comité et mentionnés dans la matrice.

L'application de cette loi se fait par le truchement du Code criminel, dont les articles pertinents sont également déjà mentionnés dans la matrice (p. 5 et 6).

Le Canada a inclus dans sa liste de contrôles à l'exportation les produits chimiques et précurseurs visés par la Convention sur les armes chimiques.

Paragraphe 2 du dispositif – Armes nucléaires

Le cadre juridique canadien interdisant la fabrication, la production, l'acquisition, la possession, le stockage, l'entreposage, la mise au point, le transport, le transfert et l'utilisation d'armes nucléaires est constitué par la loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires, qui est entrée en vigueur le 31 mai 2000. Les dispositions des articles 26, 48, 50 et 51 de cette loi, qui interdisent les activités relatives aux armes nucléaires telles qu'elles sont définies dans la résolution 1540 (2004) et prévoient des peines en cas d'infraction, sont mentionnées aux pages 2 et 3 du premier rapport du Canada au Comité et aux pages 5 à 7 de son deuxième rapport (2006).

Les lignes 1 à 8 de la page 7 de la matrice devraient mentionner les articles 26, 48, 50 et 51 de la loi. Concernant les lignes 1 à 8 en particulier, le Comité devrait se reporter aux renseignements donnés dans les premier et deuxième rapports du Canada (p. 2, 3 et 8 et p. 5 à 7, respectivement), pour de plus amples indications sur les articles 50 et 51 de la loi ainsi que d'autres articles pertinents (24, 26 et 48) et le règlement. Il conviendrait en particulier de mentionner l'article 50 de la loi, car l'infraction visée renforce certaines des interdictions importantes préconisées dans la résolution 1540 (2004) : en effet, il érige en infraction la possession d'une substance, d'un équipement ou de renseignements susceptibles d'être utilisés pour produire une arme nucléaire ou un dispositif explosif nucléaire. Le paragraphe 2 de l'article 51 définit les peines qui sont prévues.

Le Canada ne voit pas très bien ce qui est demandé aux lignes 3, 7 et 8 de la matrice, car les articles pertinents de la loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires (y compris l'article 26) sont mentionnés aux pages indiquées plus haut des deux rapports présentés antérieurement au Comité par le Canada.

À la ligne 6 de la matrice, il conviendrait de mentionner le Règlement sur l'emballage et le transport des substances nucléaires. La sûreté et la sécurité du transport de matières nucléaires à l'intérieur du Canada sont assurées par l'application de la loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires et du Règlement sur l'emballage et le transport des substances nucléaires. Ce dernier prescrit la délivrance à l'expéditeur d'un permis de transport, lequel ne peut être obtenu qu'après examen du plan de sécurité qui doit être présenté avant le transport des matières. Mention peut être faite à la ligne 13 du règlement de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relatif à la loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires, car il englobe les acteurs non étatiques. Par ailleurs, à la ligne 14 qui traite des importations, il faudrait aussi mentionner le Règlement sur le contrôle de l'exportation et de l'importation aux fins de la non-prolifération nucléaire, comme indiqué aux pages 5 et 18 du deuxième rapport du Canada.

On trouvera dans la section B du présent rapport des renseignements sur le financement de la prolifération des armes de destruction massive visé au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1540 (2004).

Alinéas a) et b) du paragraphe 3 du dispositif – Comptabiliser, garantir la sécurité et assurer la protection physique des armes biologiques, y compris les matières connexes

La sécurité de l'utilisation et du stockage des agents pathogènes importés est assurée dans le cadre du Règlement sur l'importation d'agents anthropopathogènes (1994) et les dispositions relatives à la sécurité du transport des agents pathogènes sont pleinement appliquées en vertu de la loi sur le transport des marchandises dangereuses et du règlement d'application qui l'a suivie.

Alinéas a) et b) du paragraphe 3 du dispositif – Comptabiliser, garantir la sécurité et assurer la protection physique des armes chimiques, y compris les matières connexes

À mentionner aux lignes 4, 6 et 9 : l'article 5 de la loi sur le transport des marchandises dangereuses (1992) définit les conditions de manutention des marchandises dangereuses (prescriptions concernant la sécurité, la documentation, les contenants et le transport). La loi fixe les conditions de manutention appropriée des marchandises dangereuses, le terme « manutention » étant défini comme suit : « Toute opération de chargement, de déchargement, d'emballage ou de déballage de marchandises dangereuses effectuée [...] ou par après. Les opérations d'entreposage effectuées au cours du transport sont incluses dans la présente définition. »

Pour ce qui est de l'application de la loi sur le transport des marchandises dangereuses, la matrice devrait mentionner aux lignes 4, 6 et 9 l'article 33 qui prévoit que « quiconque commet une infraction ou contrevient à une disposition de la présente loi encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 dollars canadiens pour la première infraction et de 100 000 dollars canadiens pour chaque récidive; ou b) par mise en accusation, un emprisonnement maximal de deux ans ». L'article 34 définit les mesures qui peuvent être prises par ordonnance du tribunal : « a) interdire, pour une période d'au plus un an, l'exercice d'activités régies par la présente loi; b) ordonner la compensation, monétaire ou autre, de tout correctif pris à cause de la commission de l'infraction ou de tout dommage en découlant; c) ordonner que tout soit mis en œuvre par le contrevenant pour contribuer à remédier au dommage environnemental causé par la commission de l'infraction; ou d) ordonner que le contrevenant mette en œuvre des programmes de recherches techniques portant sur l'établissement et l'amélioration des indications de sécurité, règles de sécurité et normes de sécurité ou ordonner le versement, à cette fin, d'une somme d'argent selon les modalités réglementaires ».

À la ligne 7, il convient de mentionner que la loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques stipule un certain nombre de restrictions au transfert direct ou indirect d'armes chimiques à quiconque, les peines étant, par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 dollars canadiens ou un emprisonnement maximal de 18 mois, ou les deux à la fois, ou, par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 dollars canadiens, un emprisonnement maximal de cinq ans, ou les deux à la fois.

Alinéas a) et b) du paragraphe 3 du dispositif – Comptabiliser, garantir la sécurité et assurer la protection physique des armes nucléaires, y compris les matières connexes

Le Canada est un État non doté d'armes nucléaires. Pour ce qui est de la comptabilisation des matières nucléaires, il conviendrait de mentionner la

Commission canadienne de sûreté nucléaire en tant qu'organisme responsable du système canadien de comptabilisation et de contrôle des matières nucléaires (ainsi qu'il est indiqué aux pages 11 et 12 du deuxième rapport du Canada). En outre, comme on l'a indiqué plus haut, il conviendrait de mentionner dans toute cette partie de la matrice le Règlement national de sécurité (RNS) (ces renseignements ont été fournis antérieurement : page 10 du premier rapport et pages 5 et 11 à 13 du deuxième rapport). Il importe aussi de noter que, depuis le précédent rapport du Canada au Comité, ce règlement a été mis à jour (DORS/2006-191, entré en vigueur le 27 novembre 2006). Il conviendrait par conséquent de mettre à jour, dans l'ensemble de la matrice, toutes les références au RNS.

Les lignes 3, 4, 8, 9, 13 et 14 de la matrice devraient mentionner le RNS (sous cadre juridique). Concernant la ligne 21, le RNS révisé satisfait à la fois aux recommandations de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) telles qu'elles figurent dans la circulaire intitulée « La protection physique des matières et installations nucléaires » (INFCIRC/225/Rev.4, corrigée) et aux prescriptions internationales de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (document INFCIRC/274/Rev.1 de l'AIEA) à laquelle le Canada est partie. Suivant en cela une approche fondée sur les risques, le Canada a mis en place dans certaines installations nucléaires, en application du RNS modifié, certaines des prescriptions suivantes : établissement de moyens d'intervention armée sur place, enquêtes de sécurité approfondies (vérifications de fiabilité/contrôle des références) sur les employés et fournisseurs, protections contre l'entrée en force de véhicules, contrôle amélioré de l'identité du personnel accédant aux sites nucléaires, fouille renforcée du personnel et des véhicules à l'entrée et à la sortie de certains sites nucléaires et amélioration de la planification des mesures d'urgence, de l'entraînement et des exercices pour le programme de protection physique.

S'agissant de la protection physique, comme cela a été indiqué à la page 11 du deuxième rapport, le Canada est, depuis 1987, partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. En 2005, le Canada et les 87 autres États parties sont convenus à l'unanimité d'un amendement visant à corriger certaines faiblesses de la Convention originale. Le Canada a été habilité à procéder à la mise en œuvre et à la ratification de l'amendement. Il en a déjà mis en œuvre partiellement les prescriptions avec son Règlement de sécurité nucléaire révisé, adopté en 2006 en application de la loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires. Le Canada sera en mesure de ratifier l'amendement dès que le Parlement aura adopté la législation complémentaire de mise en œuvre.

Alinéas c) et d) du paragraphe 3 du dispositif et questions connexes des paragraphes 6 et 10 du dispositif – Contrôle des armes chimiques, biologiques et nucléaires y compris les matières connexes

Le Canada continue de collaborer avec ses partenaires au renforcement du cadre juridique international relatif au trafic illicite des armes de destruction massive, de leurs vecteurs et des matières connexes. En 2008, il continuera d'œuvrer à la ratification et à la mise en œuvre des Protocoles de 2005 à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Le Canada collabore également avec ses partenaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'élaboration de nouveaux protocoles pour

lutter contre les nouvelles menaces à l'aviation civile, y compris le trafic illicite lié aux armes de destruction massive.

S'agissant des armes chimiques, les lois canadiennes, telles que la loi sur le transport des marchandises dangereuses et la loi sur les permis d'exportation et d'importation, définissent les restrictions au transport, commerce, transfert et mouvement transfrontière (y compris la réexportation) de produits et d'armes chimiques. La loi de mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques traite des questions relatives aux permis régissant l'utilisation et la production au Canada de produits chimiques inscrits au tableau afin d'en contrôler officiellement les utilisateurs et producteurs.

Le Canada tient à signaler certaines omissions concernant le contrôle des armes nucléaires et matières connexes. Ainsi, à la ligne 11, il conviendrait de remplacer « CANS » par CCSN. Aux lignes 13, 15, 17 et 25, il conviendrait de mentionner le Règlement sur le contrôle de l'importation et de l'exportation aux fins de la non-prolifération nucléaire. Ce règlement régit le transfert international de substances nucléaires, matériel et renseignements nucléaires contrôlés. (Cela a été mentionné aux pages 18 et 19 du deuxième rapport.) Les 26 accords de coopération nucléaire couvrant 43 pays que le Canada a signés et les mesures administratives correspondantes qui définissent les modalités de mise en œuvre des dispositions de ces accords devraient être mentionnés à la ligne 22 (« Contrôle des réexportations »). Les accords de coopération nucléaire sont des accords bilatéraux de non-prolifération qui garantissent que les échanges commerciaux nucléaires s'effectuent de manière conforme à la politique de non-prolifération nucléaire du Canada. Ils sont juridiquement contraignants et ont force de traités. Les exportations nucléaires importantes sont soumises à l'accord de coopération nucléaire; cela signifie notamment que le Canada conserve le contrôle de la revente (réexportation) de ces articles, à savoir le pays importateur est tenu de demander l'autorisation de revendre (réexporter) les articles concernés. La demande d'autorisation est traitée dans le cadre des mesures administratives. Le Canada a fourni précédemment des renseignements sur les accords de coopération nucléaire dans son deuxième rapport (p. 13 et 23).

Paragraphes 6 et 7 et alinéa e) du paragraphe 8 du dispositif
– Listes de contrôle, assistance, information

Pour des informations sur l'assistance fournie par le Canada à d'autres pays au titre du paragraphe 7 du dispositif, se reporter à la section D du présent rapport, « Assistance relevant de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité fournie par le Canada à d'autres États ».

Section B : mise à jour concernant les mesures canadiennes
relevant de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004)
qui ne figuraient pas dans les deux rapports précédents

Financement de la prolifération des armes de destruction massive
(par. 2 du dispositif)

Depuis son précédent rapport au Comité, le Canada a soutenu activement les travaux du Groupe d'action financière (GAF) sur le financement de la prolifération. En mai 2007, il a accueilli une réunion intersessions du Groupe de travail sur le

financement du terrorisme et le blanchiment d'argent du GAF consacrée au financement de la prolifération. Il a été convenu à cette réunion que le GAF élaborerait des directives : a) visant à aider les juridictions à appliquer les sanctions financières ciblées figurant dans les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la prévention de la prolifération des armes de destruction massive [1718 (2006), 1737 (2006) et 1747 (2007)]; b) portant sur les interdictions financières visées au paragraphe 6 du dispositif de la résolution 1737 (2006) du Conseil de sécurité; et c) concernant les interdictions financières assez générales et en particulier celles prescrites par la résolution 1540 (2004). Pour soutenir l'élaboration par le GAF de directives sur les interdictions financières assez générales telles que celles prescrites par la résolution 1540 (2004), le Canada codirige (avec le Danemark) un projet de typologie du GAF sur le financement de la prolifération. En application des directives du GAF sur les interdictions financières axées sur certaines activités que prescrit la résolution 1737 (2006), le groupe de travail canadien sur le financement de la prolifération travaille aussi à l'élaboration d'informations et d'indicateurs d'alerte qui pourraient être communiqués aux établissements financiers canadiens pour les aider à identifier les clients et transactions à haut risque.

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (par. 8 du dispositif)

L'entrée en vigueur du Traité reste une priorité pour le Canada dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. En septembre 2006, il a été l'un des six pays qui ont organisé à New York, en marge des réunions de haut niveau de l'ONU, une réunion ministérielle d'« Amis du Traité ». Le Canada s'est joint à 71 autres États pour signer la Déclaration ministérielle commune soutenant l'entrée en vigueur du Traité, qui a été publiée à la réunion. En octobre 2006, il a coorganisé à Mexico un Atelier sur la coopération internationale relative au Traité. L'atelier a discuté des avantages sécuritaires et technologiques de l'adhésion et adopté des recommandations visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre du Traité dans la région.

Également en octobre 2006, la station radionucléide de Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), qui fait partie du système de vérification du Traité, a détecté des émissions de gaz nobles dont on a pu attribuer de manière fiable l'origine à l'explosion effectuée le 9 octobre par la République démocratique populaire de Corée, ce qui a contribué à confirmer qu'il s'agissait bien d'un essai d'arme nucléaire. Depuis, le Canada a invité le Comité préparatoire du Traité à installer le matériel de détection des gaz nobles, qui fonctionne actuellement dans certaines stations radionucléides (dont celle de Yellowknife) au titre de l'Expérience internationale sur les gaz nobles, dans toutes les stations radionucléides faisant partie du système de vérification du Traité.

En septembre 2007, le Ministre canadien des affaires étrangères a écrit à tous ses homologues des pays qui n'ont pas encore ratifié le Traité pour les inviter à le faire le plus tôt possible. Le même mois, le Canada s'est joint à tous les autres pays qui ont ratifié le Traité pour appuyer la Déclaration finale de la cinquième Conférence convoquée en vertu de l'article XIV visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité, qui a eu lieu à Vienne. En novembre 2007, des représentants canadiens ont participé à l'Atelier sur la coopération internationale relative au Traité organisé à Nassau (Bahamas) à l'intention des États de la région des Caraïbes pour expliquer les options de financement éventuelles qui pourraient aider les États de la région à ratifier et mettre en œuvre le Traité.

Promotion du dialogue et de la coopération – Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (par. 9 du dispositif)

En juillet 2006, compte tenu de la menace posée par le risque de terrorisme nucléaire pour la sécurité canadienne et internationale, le Canada s'est joint, dès le début, à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT). Dans le cadre de celle-ci, il collabore avec d'autres pays partenaires au renforcement des efforts internationaux visant à prévenir, interdire et gérer les conséquences d'une attaque nucléaire ou radiologique. À titre de contribution au programme d'activité de l'Initiative, le Canada accueillera au printemps 2008 un atelier sur la sécurité des sources radioactives. Cet atelier se concentrera sur l'élaboration de systèmes de protection physique des sources radioactives à haut risque ainsi que de systèmes nationaux de comptabilisation et de contrôle de ces sources. Au-delà de la promotion de la coopération internationale et du renforcement des capacités pour faire face à la menace du terrorisme nucléaire ou radiologique, la participation du Canada à la GICNT complète et renforce ses efforts nationaux visant à renforcer la sécurité des matières et installations nucléaires et radiologiques au Canada.

Mesures spécifiques concernant certains pays

Dans le cadre de la loi sur les permis d'exportation et d'importation, le Canada examine les demandes d'exportation au cas par cas. Cet examen peut comporter un processus de consultation rigoureux avec vérification minutieuse des destinations.

Le Canada a mis en œuvre des mesures spécifiques à l'encontre de l'Iran et de la République populaire démocratique de Corée conformément aux résolutions du Conseil de sécurité sur la non-prolifération.

En vertu de sa loi sur les Nations Unies, le Canada peut imposer des sanctions économiques ou commerciales contre des États lorsque de telles mesures sont prévues dans des résolutions contraignantes du Conseil de sécurité. Il a mis en œuvre dans le cadre de cette législation deux règlements où il traite spécifiquement de la non-prolifération en imposant des mesures économiques à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran. Toute infraction à ces règlements constitue une violation de la loi sur les Nations Unies, passible d'une peine maximale de 10 ans d'emprisonnement.

République populaire démocratique de Corée

Le 9 novembre 2008, conformément à la résolution 1718 (2006) du Conseil de sécurité du 14 octobre 2006, le Canada a mis en œuvre le Règlement d'application de la résolution des Nations Unies sur la République populaire démocratique de Corée. Ce règlement impose un certain nombre de mesures pour prévenir toute participation ou assistance canadienne à la fourniture à la République populaire démocratique de Corée de matières utilisées dans la fabrication d'armes nucléaires.

Il interdit aux personnes à l'intérieur du Canada et aux Canadiens en dehors du pays d'exporter, de vendre, de fournir ou de transporter des armes et matières connexes et d'apporter des ressources au programme d'armement de la République populaire démocratique de Corée. Il interdit aussi le transport de toute arme ou matières connexes sur des navires canadiens et la fourniture à la République populaire démocratique de Corée d'une assistance technique en matière d'armes ou de matières connexes.

Le Règlement prévoit aussi le gel des avoirs des personnes désignées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) « comme participant ou apportant un appui [...] aux programmes en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques et autres armes de destruction massive de la République populaire démocratique de Corée, ou par des personnes ou entités agissant en leur nom ou sur leurs instructions ». Le Règlement prescrit par ailleurs aux établissements financiers canadiens d'examiner leurs transactions pour s'assurer qu'elles ne concernent pas des avoirs d'une personne désignée.

Iran

Le 22 février 2007, conformément à la résolution 1737 (2006) du Conseil de sécurité du 27 décembre 2006, le Canada a mis en œuvre le Règlement d'application de la résolution des Nations Unies sur l'Iran, qui a été modifié ultérieurement à la suite de l'adoption par le Conseil de sécurité de sa résolution 1747 (2007) du 24 mars 2007.

Le Règlement interdit à quiconque au Canada ou à tout Canadien à l'extérieur du pays de participer à la vente, à la fourniture ou au transfert à l'Iran de matières, d'équipement et de technologie nucléaires ou d'armes et d'autres matières connexes. Le Règlement indique la liste complète des produits, laquelle se fonde sur les circulaires d'information de l'ONU relatives aux matières et produits nucléaires désignés par le Conseil de sécurité. Il interdit en outre le transport de tout produit visé sur des navires canadiens et la fourniture d'une assistance technique à l'Iran sur l'utilisation des produits désignés.

Le Règlement gèle par ailleurs les avoirs des personnes désignées, c'est-à-dire les personnes identifiées par le Conseil de sécurité ou le Comité créé par la résolution 1737 (2006) comme participant, étant directement associées ou apportant un appui aux activités nucléaires de l'Iran posant un risque de prolifération et à la mise au point d'armes nucléaires.

Renseignements complémentaires

Le Canada a présenté des rapports sur la mise en œuvre de ces résolutions relatives à la non-prolifération tant au Comité créé par la résolution 1718 (2006) qu'à celui créé par la résolution 1737 (2006).

On trouvera tous les détails concernant les sanctions économiques canadiennes, y compris le texte intégral des mesures imposées à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran à l'adresse : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/trade/sanctions-fr.asp>.

Section C : mesures que le Canada entend prendre en application de la résolution 1540 (2004)

Le Canada continue de renforcer ses moyens de prévention du trafic illicite d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques, de leurs vecteurs et des matières connexes en participant activement à l'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP). Il poursuit ainsi le renforcement de la coordination entre les institutions du pays sur les questions liées à l'interdiction des armes de destruction massive ainsi que de la coordination et de la coopération avec d'autres États participant à l'Initiative. En 2008, le Canada élaborera, dans le cadre de l'Initiative, un Plan

national d'intervention qui bénéficiera des enseignements et techniques d'interdiction tirés de sa participation au Groupe d'experts opérationnels et au programme d'exercices de l'ISP.

En ce qui concerne spécifiquement les armes nucléaires, le Canada préconise depuis plusieurs années le renforcement institutionnel du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Actuellement, les États parties doivent attendre l'examen quinquennal pour décider de mesures collectives sur des sujets d'importance vitale pour le Traité et encore, lors de ces examens – comme on l'a vu en 2005 –, ces questions peuvent ne pas être traitées comme il convient. À la Conférence d'examen de 2005, le Canada a présenté un document de travail (NPT.CONF2005.WP39) dans lequel il a préconisé une série de réformes institutionnelles, à commencer par l'établissement d'un petit bureau permanent du TNP. Ce bureau convoquerait des sessions extraordinaires au cas où un État partie notifierait son intention de se retirer du Traité ou dans d'autres situations où l'intégrité ou la viabilité du Traité se trouveraient menacées. Il pourrait aussi représenter les membres du Traité entre les conférences d'examen.

Le document de travail recommande également la convocation de réunions annuelles des Parties. Cela permettrait d'avoir chaque année une réunion des membres qui ferait autorité, ce qui alignerait le Traité sur la pratique actuelle des autres conventions relatives aux armes de destruction massive. Les réunions annuelles offriraient aussi la possibilité de suivre un ordre du jour fixe au lieu de devoir passer par le processus actuel d'approbation de l'ordre du jour. On pourrait organiser des réunions d'une semaine sans accroître la durée globale allouée au cycle d'examen du TNP. Le Canada est également en faveur de rapports annuels améliorés des États parties sur leur mise en œuvre du Traité.

S'agissant du contrôle des armes nucléaires et matières connexes (par. 3 du dispositif), des modifications du Règlement sur le contrôle de l'exportation et de l'importation aux fins de la non-prolifération nucléaire ont été mises en chantier en 2007. Selon le temps qu'il faudra au Gouvernement pour mener à bien la procédure d'examen et satisfaire aux prescriptions en matière de modification de règlements, on espère que le règlement modifié pourrait être en vigueur à l'horizon 2008-2009.

Concernant les armes biologiques, le maintien de la validité de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines reste un élément essentiel de la stratégie canadienne en matière de sécurité internationale. Le Canada a récemment ajouté dans ses directives sur la sécurité biologique un chapitre consacré à ses responsabilités dans le cadre de la Convention. Le *Manuel de sécurité biologique en laboratoire* est un guide essentiel pour tous les laboratoires du Canada et il est utilisé comme un outil de vulgarisation dans les projets financés en Afrique et en Asie par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI). Le manuel sera réédité à la fin de 2008 et fera partie d'un cours obligatoire sur la sûreté/sécurité biologique. L'approche du Canada en ce qui concerne la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) dans le domaine des armes chimiques a été jusqu'ici efficace. Le Canada s'efforce de jouer un rôle de pointe auprès des États parties de la région pour assurer qu'ils remplissent leurs obligations au titre de la Convention sur les armes chimiques.

Enfin, pour ce qui est de l'assistance à d'autres États, le Programme de partenariat mondial du Canada œuvre directement pour la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004). Le Canada rédige actuellement un chapitre du *Guide des meilleures pratiques de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe*

(OSCE), qui décrit les méthodes et mécanismes utilisés par le Canada dans le cadre de ses expériences du Partenariat mondial en matière de protection physique des matières nucléaires et biologiques. (On trouvera de plus amples renseignements sur le Programme de partenariat mondial à la section D du présent rapport.)

Section D : assistance relevant de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité fournie par le Canada à d'autres États

Le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes

Le Canada a annoncé le versement de plus d'un milliard de dollars canadiens sur 10 ans au Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, qui a été lancé en 2002 lors du Sommet du Groupe des Huit, tenu à Kananaskis (Canada). Tout comme la résolution 1540 (2004), il vise à empêcher les terroristes et les États qui les abritent d'acquérir des armes chimiques, biologiques, nucléaires et radiologiques et les matières connexes. Bien que ses activités se déroulent initialement en Russie, en Ukraine et dans d'autres pays de l'ex-Union soviétique, le Partenariat songe à s'étendre au monde entier. Depuis 2002, le Partenariat mondial du Canada a été actif dans les quatre domaines prioritaires identifiés par les dirigeants à Kananaskis : destruction des armes chimiques, élimination des matières fissiles, démantèlement de sous-marins nucléaires et reconversion des anciens scientifiques spécialisés dans les armements. La non-prolifération biologique a également été identifiée par le Groupe des Huit comme une grave préoccupation et constitue une priorité importante pour le Canada.

L'Accord de partenariat de Kananaskis a été assorti de six principes de prévention de la prolifération des armes de destruction massive. Ces principes (par la suite entérinés par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/68) sont les suivants : renforcer le régime international de non-prolifération par des traités et d'autres instruments, assurer la sécurité des matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires durant leur utilisation, leur stockage et leur transport, assurer la sécurité des installations contre le sabotage, renforcer les contrôles aux frontières et de police afin de dissuader, détecter et interdire le trafic illicite, renforcer le contrôle de l'exportation et du transbordement et réduire globalement les quantités existantes de matières servant à produire des armes de destruction massive.

Le Programme de Partenariat mondial du Canada

Destruction d'armes chimiques

Le Canada a fourni plus de 100 millions de dollars canadiens pour l'installation de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye (Ouest de la Sibérie), où 1,9 million d'armes chimiques seront détruites de manière sûre et dans le respect de l'environnement. Cela contribuera à permettre à la Russie de remplir l'obligation qui est la sienne en vertu de la Convention sur les armes chimiques de détruire son stock déclaré de 40 000 tonnes, réparties en sept installations de stockage. Le Canada travaille en partenariat avec le Royaume-Uni à la mise en œuvre de ce projet. Tout en achevant ses travaux à Shchuch'ye, le Canada a entamé les préparatifs pour la fourniture d'une assistance à l'installation de destruction d'armes chimiques de Kizner qui détruira 2 millions de munitions à agents neurotoxiques, semblables à

celles stockées à Shchuch'ye. Il est prévu que le Canada fournira le matériel principal de destruction d'armes chimiques de la future installation de Kizner.

Démantèlement de sous-marins nucléaires

Le Canada consacre sensiblement plus de 100 millions de dollars canadiens au démantèlement et à l'élimination du combustible de 12 sous-marins à propulsion nucléaire dans le Nord de la Russie : huit ont été entièrement démantelés et quatre sont en cours de démantèlement. Trente-deux millions de dollars canadiens ont également été fournis au Partenariat environnemental de la dimension septentrionale, dirigé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, pour remédier aux problèmes de sécurité, de sûreté et d'infrastructure liés à la présence de grosses quantités de combustible irradié et de déchets radioactifs dans le Nord-Ouest de la Russie. Le Canada prépare actuellement le démantèlement de sous-marins nucléaires dans l'Extrême-Orient russe (2008-2012).

Sécurité nucléaire et radiologique

Le Programme de Partenariat mondial du Canada a établi un ensemble solide d'activités visant à empêcher les terroristes et les pays qui les abritent d'acquérir et d'utiliser des matières nucléaires et autres matières radiologiques. Dans le cadre de son engagement du Partenariat mondial, le Canada consacre plus de 200 millions de dollars canadiens à des projets internationaux relatifs à la sécurité nucléaire et radiologique. L'approche globale multiforme adoptée par le Canada est axée sur quatre grands domaines d'activités dans les pays de l'ex-Union soviétique : a) renforcement de la sécurité physique des matières et installations nucléaires de qualité militaire; b) élimination de l'utilisation du plutonium grâce à la fermeture du dernier réacteur russe produisant du plutonium et soutien aux efforts internationaux pour l'élimination de 34 tonnes de plutonium de qualité militaire; c) enlèvement et sécurisation des sources hautement radioactives pour améliorer la sécurité radiologique; et d) amélioration de la sécurité aux frontières pour empêcher le trafic illicite de matières nucléaires et autres matières radiologiques.

En coopération étroite avec ses partenaires russes, le Canada a mis au point, dans le cadre de son Programme de Partenariat mondial, un ensemble d'activités visant à améliorer la sécurité physique des installations nucléaires russes. La durabilité des améliorations apportées est une préoccupation majeure et chaque projet canadien comporte des mesures pour l'assurer. Par le truchement de l'AIEA, le Programme finance aussi l'établissement à Obninsk (Russie) d'un centre de formation en matière de sécurité nucléaire.

En dehors de la sécurisation des matières nucléaires, il est également essentiel de réduire les stocks de matières fissiles. La contribution de 9 millions de dollars canadiens fournie dans le cadre du Programme au projet mené par les États-Unis pour fermer le dernier réacteur russe de production de plutonium se révèle utile.

Le Programme de Partenariat mondial canadien a également mené à bien avec la Russie deux projets majeurs visant à récupérer, sécuriser, remplacer et mettre hors service les sources hautement radioactives susceptibles d'être utilisées dans des engins de dispersion radiologique ou « bombes sales ». Le Programme collabore également à l'Initiative pour la réduction de la menace mondiale du Ministère de l'énergie des États-Unis au sujet de ces sources dangereuses.

En 2006, le Programme de Partenariat mondial canadien a achevé des projets financés à l'aide de la contribution de 4 millions de dollars canadiens qu'il a versée en 2004 au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA; il y a versé par la suite une deuxième contribution de 4 millions de dollars canadiens. Avec cette contribution, l'AIEA exécute des projets essentiels de sécurité nucléaire et radiologique dans des pays de l'ex-Union soviétique, portant notamment sur la sécurisation des sources hautement radioactives.

Dans le cadre du Programme, le Canada a financé des améliorations de la sécurité aux frontières terrestres de l'ex-Union soviétique par le truchement du Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA. Il travaille aussi par l'intermédiaire du Programme de la deuxième ligne de défense du Ministère de l'énergie des États-Unis à l'amélioration de la sécurité dans les ports et aéroports ukrainiens (en application du paragraphe 10 du dispositif sur la prévention du trafic illicite).

Reconversion d'anciens scientifiques spécialisés dans les armements

Le Canada collabore avec la Russie et d'autres pays de l'ex-Union soviétique par l'intermédiaire du Centre international de la science et de la technologie de Moscou et du Centre de la science et de la technologie de Kiev (Ukraine) pour offrir à d'anciens scientifiques spécialisés dans les armements des possibilités d'emploi pacifiques. À ce jour, le Canada a contribué pour plus de 28 millions de dollars canadiens à plus de 120 projets de recherche individuels auxquels ont participé plus de 2 400 anciens scientifiques spécialisés dans les armements. Il a également versé plus de 12 millions de dollars canadiens pour des activités additionnelles visant à aider les anciens scientifiques spécialisés dans les armements et leurs instituts à inscrire leurs activités dans la durée.

Non-prolifération biologique

Les activités de non-prolifération biologique du Programme de Partenariat mondial canadien soutiennent toute une gamme de projets portant sur la non-prolifération dans des pays de l'ex-Union soviétique. L'accent est mis en particulier sur l'amélioration de la sécurité et de la sûreté biologiques grâce : a) à la mise au point et à l'application de normes nationales de sécurité/sûreté biologique et de textes législatifs connexes; b) à une aide pour l'établissement d'associations nationales et régionales de sécurité biologique et à l'intégration de professionnels dans les associations internationales existant dans le domaine de la sécurité biologique; c) à une formation en matière de sécurité et de sûreté biologiques; et d) à l'amélioration d'installations biologiques et à la construction de nouvelles installations pour faire face aux graves préoccupations de prolifération. Le succès du Programme est dû à la mobilisation de compétences diverses auprès d'un certain nombre de ministères et organismes canadiens.

Le Canada coopère par ailleurs étroitement avec d'autres pays du Partenariat mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales pour parvenir à une efficacité maximum. En dehors de la sécurité et de la sûreté biologiques, le Programme de Partenariat mondial soutient une vaste gamme de projets et d'initiatives visant à renforcer les activités, instances et mécanismes multilatéraux pour la non-prolifération biologique.

Le Programme de lutte contre le terrorisme et de renforcement des capacités

Parallèlement à ces efforts, dans le cadre de son Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, le Canada aide d'autres États au titre de la résolution 1456 (2003) du Conseil de sécurité et en soutien direct de la résolution 1540 (2004). Pour leur permettre de prévenir les activités terroristes et d'y réagir de manière compatible avec les normes et obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et de droits de l'homme, il soutient des cours de formation, des ateliers et l'achat de matériel et fournit à ces pays une assistance technique et juridique.

Plus d'une vingtaine de projets de renforcement des capacités ont permis à des pays d'Asie, d'Amérique du Sud, des Caraïbes, d'Amérique centrale, d'Afrique et du Moyen-Orient à mieux pouvoir intervenir dans les domaines chimique, biologique, radiologique, nucléaire et dans le domaine des explosifs. Ainsi, INTERPOL a élaboré un *Guide d'intervention en cas d'incident biologique* que certains États utilisent comme outil de formation. Ce guide a été traduit en quatre langues (arabe, anglais, français et espagnol) et a fait l'objet d'une large diffusion. L'International Association of Bomb Technicians and Investigators a organisé à l'intention de spécialistes de la neutralisation des explosifs et munitions de la police et des forces armées une conférence visant à leur dispenser une formation avancée pour améliorer leur capacité à déjouer et atténuer les attaques terroristes. Dans un autre cas, du matériel de détection de traces et une formation en matière de stupéfiants et d'explosifs ont été fournis pour accroître la sécurité dans les pays des Caraïbes accueillant la Coupe du monde de cricket de 2007. Ces projets, et beaucoup d'autres, ont sensiblement amélioré la capacité des États à détecter les attaques chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et à l'explosif, à protéger activement leurs citoyens et à contribuer à la lutte contre le terrorisme.

Ateliers bilatéraux et régionaux

Conscient du fait que de nombreux États ont encore besoin d'assistance pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, le Canada participe activement à des activités d'information et de renforcement des capacités tant sur le plan bilatéral qu'en collaboration avec le Comité créé par la résolution 1540, des organisations régionales et des organisations non gouvernementales.

Le Canada a activement promu la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) par sa participation à des activités de l'OSCE. Le 8 novembre 2006, le Forum pour la coopération en matière de sécurité de l'OSCE a tenu, sous présidence canadienne, un atelier d'un jour sur la mise en œuvre de la résolution. Cet atelier a mis l'accent sur l'importance de l'élaboration de stratégies et plans de travail nationaux pour faire progresser l'application des prescriptions de la résolution. À la suite de cet atelier, le Forum pour la coopération en matière de sécurité et le Conseil ministériel de l'OSCE ont adopté des décisions, par lesquelles l'Organisation s'est engagée à poursuivre l'examen de mesures pour promouvoir la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), y compris par un échange de meilleures pratiques. Le Canada prépare actuellement à titre de contribution concrète le chapitre du *Guide des meilleures pratiques de l'OSCE sur la mise en œuvre de la résolution 1540* consacré à la sécurité physique des matières connexes concernant les armes de destruction massive.

Conjointement avec Singapour et les États-Unis, le Canada a financé (par l'intermédiaire de son Fonds d'aide au renforcement des capacités antiterroristes) et coprésidé un atelier du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), tenu à San Francisco en février 2007. Cet atelier a permis de sensibiliser les membres du Forum régional de l'ASEAN à leurs responsabilités quant à la mise en œuvre de la résolution et contribué au renforcement de leurs capacités grâce à un échange d'expériences et de meilleures pratiques.

Conjointement avec l'Union européenne et la Norvège, le Canada a contribué, également par l'intermédiaire du Fonds d'aide au renforcement des capacités antiterroristes, au financement d'un atelier sur la mise en œuvre de la résolution organisé pour la région des Caraïbes par le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, qui a eu lieu à Kingston les 29 et 30 mai 2007. L'atelier a permis aux participants régionaux de prendre davantage conscience des prescriptions de la résolution et d'améliorer le dialogue entre donateurs et bénéficiaires.

Les 16 et 17 octobre 2007, le Canada a participé à un atelier sur la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004) organisé à Bishkek (République kirghize) par le Centre for Non-Proliferation Studies du Monterey Institute of International Studies. Le Canada a fourni des renseignements sur sa stratégie globale de non-prolifération biologique dans le cadre de l'assistance fournie à la République kirghize au titre de son Programme de partenariat mondial.

Le Canada collabore actuellement avec le Henry L. Stimson Centre, groupe de réflexion dont le siège est à Washington, et l'Organisation des États américains à la tenue d'un atelier sur la mise en œuvre de la résolution dans les Caraïbes, qui aura lieu en République dominicaine au début de 2008. Cet atelier, qui fera suite à l'atelier du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU tenu en Jamaïque en mai 2007 que le Canada a cofinancé, se penchera sur l'élaboration de demandes spécifiques et concrètes d'assistance au titre de la résolution 1540 (2004) portant sur les défis de la non-prolifération mais aussi sur les priorités plus vastes de développement socioéconomique des États bénéficiaires. Les demandes d'assistance élaborées au cours de l'atelier seront présentées au Comité créé par la résolution 1540 pour communication aux donateurs potentiels.

Pièce jointe

Rectification technique concernant la matrice fournie par le Comité créé par la résolution 1540 (2004)

Les modifications détaillées ci-après visent à corriger les omissions de la matrice relative au Canada que le Comité créé par la résolution 1540 (2004) a fournie. Le Canada invite le Comité à mettre la matrice ainsi mise à jour à la disposition du public sur son site Web.

Page 2, ligne 13 : La Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime est mentionnée, mais aucun des autres instruments de lutte contre le terrorisme de l'ONU auxquels le Canada est partie (par exemple, la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif) n'est mentionné. Dix de ces instruments sont cités dans la définition des « activités terroristes » à l'article 83.01 du Code criminel canadien. Le Canada est partie à tous les instruments antiterroristes de l'ONU et estime que ces instruments devraient être mentionnés dans la prochaine version de la matrice le concernant.

Page 4, ligne 8 (Utilisation d'armes biologiques) : Un certain nombre de dispositions du Code criminel sont mentionnées : le paragraphe 1 de l'article 86 qui figure dans la partie intitulée « Armes à feu et autres armes » et les alinéas 1 et 2 du paragraphe 2 de l'article 431 qui figure dans la partie intitulée « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens ». Le paragraphe 2 de l'article 431 érige en acte criminel les comportements interdits par la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. Dans la mesure où il n'y a aucune mention « Armes à feu et autres armes », le Canada estime que les mots « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens » devraient être supprimés dans la matrice par souci de cohérence avec la ligne 8 ainsi qu'avec le reste de la matrice, car les autres mentions du Code criminel n'indiquent pas le titre de la partie correspondante du Code.

Page 4, ligne 14 (« Autres activités ») : Il est fait mention d'un « article 7(3.72) » sans préciser qu'il s'agit d'une disposition du Code criminel. Le Canada suggère d'indiquer que cette disposition figure dans le Code criminel. La mention « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens » devrait être supprimée à la fois par souci de cohérence (voir plus haut p. 4, ligne 8) et parce qu'elle est fautive. L'article 7(3.72) figure en effet dans la partie « Dispositions générales » du Code criminel.

Page 6, ligne 8 (Utilisation d'armes chimiques) : Ainsi qu'il a été indiqué plus haut à propos de la ligne 8 de la page 4, les mots « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens » devraient être supprimés.

Page 6, ligne 14 (« Autres activités ») : Comme indiqué plus haut pour la ligne 14 de la page 4, il convient de supprimer les mots « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens ». Les mots « Juridiction extraterritoriale » décrivent correctement la teneur de l'article 7(3.72) du Code criminel, mais cela pose la question de la cohérence : soit on ajoute les deux mots à la mention concernant l'article 7(3.72) du Code criminel à la ligne 14 de la page 4, soit on les supprime ici.

Page 7, ligne 8 (Utilisation d'armes nucléaires) : Comme indiqué plus haut pour la ligne 8 de la page 4 et la ligne 8 de la page 6, les mots « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens » devraient être supprimés.

Page 8, ligne 14 (« Autres activités ») : Comme indiqué plus haut à propos de la suppression des mots « Actes volontaires et prohibés concernant certains biens » à la ligne 14 de la page 4 et à la ligne 14 de la page 8, il faut les supprimer ici.

Page 9, lignes 7, 8 et 9 (Mesures pour assurer la sécurité de la production, de l'utilisation, de l'entreposage et du transport) : Un certain nombre de dispositions du Code criminel sont mentionnées : l'article 334 (Vol), l'article 341 (Fait de cacher frauduleusement), l'article 344 (Vol qualifié) et l'article 346 (Extorsion). Cette liste n'est pas exhaustive, par exemple le paragraphe 1 de l'article 348 (Vol avec effraction) aurait pu être mentionné. Le Canada demande que soient ajoutés dans la matrice les mots « entre autres » pour refléter l'existence de ces autres dispositions du Code criminel. Cela s'appliquerait aussi aux lignes 6, 7, 8 et 9 de la page 11 et 6, 7, 8 et 9 de la page 13.

Page 13, lignes 6, 7, 8 et 9 : Outre l'observation précédente, le Canada suggère de supprimer la mention de l'article 487 du Code criminel, qui est une disposition énonçant la procédure pour obtenir et exécuter un mandat de perquisition.

Page 21, lignes 22 et 28 (Applicabilité extraterritoriale) : L'article 7(3.72) du Code criminel n'accorde pas l'application extraterritoriale pour les questions de contrôle à l'importation ou à l'exportation. Cette disposition confère uniquement aux tribunaux canadiens une juridiction extraterritoriale pour les comportements interdits par la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (c'est-à-dire les infractions visées au paragraphe 2 de l'article 431). Le Canada suggère de supprimer cette mention dans la matrice.

Page 24, lignes 22 et 26 (Applicabilité extraterritoriale) : L'article 7(3.72) du Code criminel n'accorde pas l'application extraterritoriale pour les questions de contrôle à l'importation ou à l'exportation. Cette disposition confère uniquement aux tribunaux canadiens une juridiction extraterritoriale pour les comportements interdits par la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif (c'est-à-dire les infractions visées au paragraphe 2 de l'article 431). Le Canada suggère de supprimer cette mention dans la matrice.